
Constitution

Cinquante sept anciens Conventionnels, membres du parti des socialistes européens (PSE), dont Giuliano Amato ancien vice-président de la Convention, ont adressé une déclaration à la Conférence intergouvernementale dans laquelle ils expriment leurs inquiétudes sur les négociations en cours sur le projet de Constitution et annoncent qu'ils resteront vigilants sur six points : le caractère contraignant de la Charte des droits fondamentaux, le caractère laïc de l'intégration européenne ("principe fondateur" de l'Union), le rôle du Parlement européen, le maintien du Conseil législatif, faire de la gouvernance économique et sociale une réalité (les progrès inclus dans la première partie de la Constitution doivent se retrouver dans la troisième), préserver une base juridique claire pour les services d'intérêt général qui permettra de faire une loi cadre.

Services d'intérêt général

Selon l'Agence Europe du 27 novembre dernier, suite à l'arrêt Altmark (voir bulletin 134/135), la Commission réfléchit à l'adoption d'un nouvel instrument donnant plus de sécurité aux entreprises en matière d'aides d'Etat et fondé sur l'article 86.3 du traité actuel.

Cette dernière hypothèse est surprenante au moment où s'élabore une Constitution et où le débat européen sur les services d'intérêt général porte sur une directive cadre. Le CELSIG y reviendra dans un prochain bulletin.

Consultation des travailleurs

La Commission a adopté un projet de directive sur les entreprises issues de fusions transfrontalières qui propose de leur appliquer les règles de consultation des travailleurs prévues par le statut de la société européenne : c'est-à-dire celle de l'Etat membre où l'entreprise établit son siège. Cependant, si les entreprises qui fusionnent viennent d'Etats membres qui ne prévoient pas de consultation et d'autres où elle est obligatoire, une négociation devra être menée. En cas d'échec, la législation la plus contraignante s'appliquera.

Consommateurs

☞ **Constitution** : Lors d'un Conseil informel, le 21 novembre dernier, les quinze ministres en charge des consommateurs ont plaidé pour l'inclusion d'une référence au droit des consommateurs dans l'article 3 de la future Constitution. Ils ont estimé, notamment, que les droits des consommateurs doivent être intégrés dans toutes les politiques communautaires ou nationales, et que les directives cadres sont l'instrument légal approprié au niveau communautaire.

☞ **Paiements transfrontaliers** : Le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) a publié, le 5 novembre dernier, un rapport alarmant sur la mise en œuvre du .../..

Constitution

Fifty seven former Convention members, members of the European Socialist Party (PSE) including Giuliano Amato, former Vice-President of the Convention, have sent a declaration to the Intergovernmental Conference, expressing their reservations in discussions underway on the draft of the Constitution and, have declared that they will remain particularly watchful on six points: the binding aspect of the Charter of fundamental Rights, the secular aspect of the European integration ("founding principle" of the Union), the role of the European Parliament, the maintenance of the Legislative Council, making economic and social governance a reality (progress achieved in the first part of the Constitution should be maintained in the third part), maintaining a clear legal base for services of general interest making it possible to establish a framework law.

Services of general interest

According to the European Agency of 27th November 2003, following the Altmark ruling (see bulletin 134/135), the Commission is considering the adoption of a new tool giving more security to companies in issues of State Aid and based on article 86.3 of the present treaty.

This latest hypothesis is surprising at the time when the Constitution is being prepared and the European debate on services of general interest is considering a framework directive. CELSIG will re-examine this in a future bulletin.

Consultation of workers

The Commission adopted a draft directive on crossborder company mergers proposing the application to the merged companies workers consultation rules as stipulated in the European Company Statute: that of the Member State where the new company is established. However, if some of the merging companies are from Member States not applying the rule of consultation of workers and others are from those where consultation is obligatory, negotiations should be engaged. Failure to reach an agreement, the more binding legislation will be applied.

Consumers

Constitution: In an informal Council, on 21st November, the fifteen ministers responsible for consumers' rights called for the inclusion of the reference to the right of consumers' in article 3 of the future Constitution. They considered, in particular, that consumers' rights should be included in all Community and national policies and that framework directives constitute an appropriate legal tool at the Community level.

☞ **Crossborder payments:** The European Consumers' Organisation (BEUC), on 5th November 2003, published an alarming report on the implementation of .../...

règlement communautaire relatif aux virements bancaires transfrontaliers, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2003 (voir bulletin 132). Le BEUC souligne que "une fois encore les banques sont incapables de tenir leurs promesses" et demande à la Commission de prendre "cet échec en considération dans la communication attendue concernant l'espace unique de paiement".

Consultation sur www.beuc.org

Réseaux transeuropéens

☞ **Énergie** : Pour tenir compte de l'élargissement de l'Union, la Commission a présenté, ce 3 décembre, une liste de projets prioritaires. Sa proposition, qui vise à intégrer la Russie et les pays de la CEI (sécurité d'approvisionnement) aux réseaux transeuropéens, identifie les chaînons manquants ou les faiblesses des réseaux et prévoit la participation du budget communautaire aux coûts d'étude et de construction. Quinze axes prioritaires pour le gaz et l'électricité et vingt quatre interconnexions électriques sont retenus. Ces projets prioritaires sont à la base d'un concept de "déclaration d'intérêt européen" destiné à accélérer leur réalisation. Dans les cas des zones transfrontalières, il est prévu la création de coordonnateurs européens.

☞ **Télécommunications** : Le Parlement a approuvé en première lecture (codécision), le 18 novembre dernier, la proposition de règlement de la Commission modifiant les règles générales pour l'octroi de concours financiers aux réseaux transeuropéens de télécommunications et proposant de porter de 10 à 30% le montant total des financements communautaires dans les réseaux transeuropéens de télécommunications.

☞ **Transports** : La Commission a présenté, le 11 novembre dernier, une liste de projets prioritaires ("démarrage rapide") qu'elle considère suffisamment avancés pour pouvoir les lancer rapidement. Il s'agit des tronçons transfrontaliers des 29 projets qu'elle avait retenus le 1^{er} octobre précédent. Contrairement à la liste longue, la liste rapide n'entre pas dans une communication au Conseil et au Parlement, elle échappe donc au contrôle parlementaire (codécision). La commission transports du Parlement a protesté, mais la liste réduite sera soumise au Conseil de décembre, avant même que le Parlement se soit prononcé sur la liste longue.

Galileo

☞ **Accord Union européenne/Chine** : A l'occasion de leur Sommet annuel, le 30 octobre dernier à Pékin, l'UE et la Chine ont paraphé un accord sur la participation financière (200 millions d'euros) de la Chine au programme Galileo.

☞ **Concession** : L'entreprise commune Galileo (voir bulletin 108), le 20 octobre dernier, l'appel d'offres pour la concession des phases de "déploiement" et "d'exploitation" du système. L'entreprise commune devrait présenter une proposition d'attribution de la concession fin 2004, qui sera soumise à la Commission, puis au Conseil.

☞ **Gestion** : Une proposition de règlement relative aux futures structures destinées à gérer Galileo à partir de 2008, a été déposée par la Commission, le 31 juillet dernier. Elle prévoit une Autorité de surveillance chargée de gérer les fonds affectés au programme, qui aurait la personnalité juridique, et un Centre pour la sécurité et la sûreté.

the Community regulation on crossborder bank transfers, which became effective on 1st July 2003 (see bulletin 132). BEUC stresses that "once again banks have failed to keep their promises" and is calling on the Commission to take "this failure into consideration in the forthcoming communication on the single money transactions space".

Information on www.beuc.org

Trans-European networks

☞ **Energy**: In order to take into account the enlargement of the Union, on 3rd December, the Union presents a list of high priority projects. Its proposal which aims to bring in Russia and the CIS countries (supply security) into the trans-European networks, points out missing links or weaknesses in the networks and envisages the contribution of the Community budget in the survey and construction costs. Fifteen priority axes for gas and electricity and twenty four interconnections for electricity were chosen. These priority projects are the basis of the concept of "the declaration of European interest" aimed at accelerating the implementation of these projects. In the case of crossborder zones, the creation of European coordinators is envisaged.

☞ **Telecommunications**: On 18th November 2003 the European Parliament approved, in the first reading (codecision) the Commission's regulation proposal which modifies general rules on the attribution of financial contribution to trans-European telecommunications networks and, is proposing rising the total amount of Community funding in the trans-European networks of telecommunications from 10% to 30%.

☞ **Transports**: On 11th November, the Commission presented a list of priority projects ("quick launching") which it considered sufficiently advanced to be ready for launching without delay. These are crossborder sections of the 29 projects it had selected on 1st October 2003. Contrary to the long list, the short list is not included in the communication addressed to the Council and to the Parliament, such being the case, it eludes the Parliamentary control (codecision). The Transport committee of the Parliament has protested against this decision, nevertheless, the sort list will be submitted to the December Council, even before the Parliament has given its opinion on the long list.

Galileo

☞ **The European Union/China agreement**: During their annual Summit, 30th October 2003, in Peking, the EU and China drew up an agreement on the financial contribution of China (200 million euros) to the Galileo programme.

☞ **Concession**: The Joint Undertaking Galileo (see bulletin 108), on 20th October 2003, published an invitation to tender for the concession of the "deployment" and "operation" phases of the system. The Joint Undertaking is to present a proposal for the awarding of the concession end 2004, to be submitted to the Commission and then to the Council.

☞ **Management**: A regulation proposal on future management structures to run and manage Galileo from 2008, was submitted by the Commission on 31 July 2003. It provides for a Supervisory Authority with a legal personality, responsible for the management of programme funds and, a Centre for safety and reliability

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.